

[LEMON V. KURTZMAN, 403 U.S. 602 \(1971\)](#)

---

**MÉTADONNÉES**

**Intitulé exact :** *Alton T. Lemon et al. v. David H. Kurtzman, Superintendent of Public Instruction of Pennsylvania et al.*, 403 U.S. 602 (1971)

**Alias :** N/A

**Thème :** Libertés fondamentales

**Mots-clés :** Liberté de religion ; Premier Amendement ; clause d'établissement ; *Lemon test*

---

**Résumé des faits :**

L'État de Pennsylvanie et du Rhode Island adoptent des dispositions assurant la prise en charge partielle du salaire des enseignants des écoles privées (essentiellement catholiques) lorsque ces derniers utilisent des manuels et des documents pédagogiques publics et n'incluent pas d'éléments religieux dans leurs enseignements (respectivement, le *Non public Elementary and Secondary Education Act* de 1968 et le *Salary Supplement Act* de 1969).

Parmi les requérants, Alton Lemon, un activiste impliqué dans l'*American Civil Liberties Union*, conteste la constitutionnalité du texte pennsylvanien.

**Question(s) de droit :**

Un État fédéré peut-il subventionner des établissements scolaires religieux ?

**Solution(s) :**

À la majorité de ses membres (8-1), la Cour Suprême considère les deux lois inconstitutionnelles au regard de Premier Amendement et de sa clause d'établissement, en ce qu'elles impliquent une implication excessive de l'État dans l'exercice de la religion catholique.

**Principe(s) dégagé(s) :**

Cette décision met en place une méthode en trois étapes pour déterminer la constitutionnalité d'une loi vis-à-vis de la clause d'établissement (appelée *Lemon test*) : la loi doit avoir un but séculaire ; son effet principal ne doit pas être de promouvoir ou de freiner l'exercice d'une religion ; la loi ne doit pas entraîner une « implication excessive de l'État » (« *excessive government entanglement* ») dans l'exercice de cette religion.

\*\*\*

**Citation(s) importante(s) :**

- Burger (majorité) : « *In the absence of precisely stated constitutional prohibitions, we must draw lines with reference to the three main evils against which the Establishment Clause was*



© Chaire Droit public et politique comparés (copie, distribution et communication par tous moyens et sous tous formats, sous réserve de crédit et sans modification ; aucune utilisation commerciale autorisée)

*intended to afford protection: “sponsorship, financial support, and active involvement of the sovereign in religious activity”. (...) Every analysis in this area must begin with consideration of the cumulative criteria developed by the Court over many years. Three such tests may be gleaned from our cases. First, the statute must have a secular legislative purpose; second, its principal or primary effect must be one that neither advances nor inhibits religion (...), finally, the statute must not foster “an excessive government entanglement with religion” » [pp. 612-613]<sup>1</sup>.*

- Burger (majorité) : « *Inquiry into the legislative purposes of the Pennsylvania and Rhode Island statutes affords no basis for a conclusion that the legislative intent was to advance religion. On the contrary, the statutes themselves clearly state that they are intended to enhance the quality of the secular education in all schools covered by the compulsory attendance laws. (...) The two legislatures, however, have also recognized that church-related elementary and secondary schools have a significant religious mission, and that a substantial portion of their activities is religiously oriented. They have therefore sought to create statutory restrictions designed to guarantee the separation between secular and religious educational functions, and to ensure that State financial aid supports only the former. All these provisions are precautions taken in candid recognition that these programs approached, even if they did not intrude upon, the forbidden areas under the Religion Clauses. We need not decide whether these legislative precautions restrict the principal or primary effect of the programs to the point where they do not offend the Religion Clauses, for we conclude that the cumulative impact of the entire relationship arising under the statutes in each State involves excessive entanglement between government and religion* » [pp. 613-614]<sup>2</sup>.
- White (opposition) : « *It is enough for me that the States and the Federal Government are financing a separable secular function of overriding importance in order to sustain the legislation here challenged. That religion and private interests other than education may substantially benefit does not convert these laws into impermissible establishments of religion* » [p. 664]<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> « En l'absence d'interdictions constitutionnelles claires, nous devons placer des limites en lien avec les maux que la clause d'établissement a été conçue pour combattre : 'le mécénat, le soutien financier et l'implication active du souverain dans les activités religieuses.' (...) Toute analyse dans ce domaine doit commencer par la prise en compte des critères cumulatifs développés par cette juridiction au fil des années. Trois d'entre eux peuvent être identifiés au sein de notre jurisprudence. Le premier est que la loi doit avoir un but séculaire ; le deuxième est que son effet principal ne doit pas être celui de promouvoir ou de freiner l'exercice d'une religion (...), et finalement, la loi ne doit pas entraîner 'implication excessive de l'État' dans l'exercice de cette religion »

<sup>2</sup> « L'analyse des buts poursuivis par les dispositions législatives de Pennsylvanie et de Rhode Island ne conduit pas à conclure qu'elles visaient à promouvoir l'exercice d'une religion. Au contraire, ces dispositions affirment explicitement qu'elles sont destinées à assurer la qualité de l'éducation séculaire assurée dans tous les établissements scolaires visés par une obligation d'assiduité. (...) Les deux législatures ont néanmoins aussi reconnu que l'enseignement primaire et secondaire assuré par l'église est fondé sur une mission religieuse importante, et qu'une part substantielle de leurs activités est consacrée à la religion. Ils ont ainsi cherché à créer des restrictions législatives destinées à assurer une séparation entre les fonctions éducatives séculaires et religieuses, et à assurer que les subventions étatiques ne pourront bénéficier qu'aux premières. Toutes ces dispositions sont motivées par la conscience sincère que ces subventions approchent, sans y pénétrer, les zones interdites par la clause d'établissement. Nous n'avons guère besoin de décider si ces dispositions restrictives parviennent à limiter l'effet principal de ces subventions au point qu'elles ne portent pas atteinte à cette clause, puisque nous concluons que l'effet cumulatif de l'ensemble des relations tirées de ces dispositions au sein de chaque État implique une implication excessive de l'État dans l'exercice d'un culte. »

<sup>3</sup> « Il me suffit que les États et le gouvernement fédéral financent une activité séculaire séparable d'une importance primordiale pour considérer que les dispositions contestées doivent être maintenues. Que la religion et des intérêts privés autres qu'éducatifs puissent substantiellement en bénéficier ne les transforme pas en soutien interdit à une religion. »



### Postérité :

- Ce test est au cœur de décisions subséquentes en matière, notamment, de législation scolaire relative à l'enseignement de théories religieuses (telle que la théorie créationniste, voir la décision *Kitzmiller v Dover*, 400 F. Supp. 2d 707 (2005)).
- Le *Lemon test* a été précisé dans une décision *Agostini v Felton*, 521 U.S. 203 (1997), de manière à fusionner les deux derniers critères (relatifs aux effets et à l'implication excessive de l'État dans l'exercice d'une religion). Le test refondu reposait ainsi sur la présence d'un but séculaire et sur la démonstration que l'effet principal de la législation n'est pas de promouvoir ou de freiner l'exercice d'une religion, c'est-à-dire de soutenir une forme d'endoctrinement, de faire dépendre l'attribution d'une subvention ou d'une assistance au respect d'une certaine obédience religieuse ou d'entraîner une implication excessive de l'État dans l'exercice d'une religion.
- Ce test refondu a été partiellement, puis totalement, renversé depuis la décision *Kennedy v Bremerton School District*, 597 U.S. 507 (2022) qui a prescrit l'utilisation d'une autre méthode, historique. L'abandon total du *Lemon test* a été entériné dans une décision *Groff v DeJoy*, 600 U.S. 447 (2023) où il est considéré « abrogé ».

\*\*\*

### Références extérieures :

- [ALEXANDER, Amy J., « When Life Gives You the Lemon Test: An Overview of the Lemon's Test and Its Application », \*Phoenix Law Review\*, vol. 3, n° 2, 2010, pp. 641-668.](#)
- [RUSSO, Charles J., THRO, William E., « Lemon v Kurtzman at 50 : From a Wall of Separation to a Chain Link Fence? », \*University of Dayton Law Review\*, vol. 47, n° 3, 2022, pp. 453-481.](#)
- [ZOLLER, Élisabeth « La séparation de l'église et de l'État », in \*Les grands arrêts de la Cour Suprême des États-Unis\*, Dalloz, 2010, pp. 397-411.](#)



© Chaire Droit public et politique comparés (copie, distribution et communication par tous moyens et sous tous formats, sous réserve de crédit et sans modification ; aucune utilisation commerciale autorisée)